

*dr Marcel Kamba-Kibatshi*¹

Institut de Sociologie/ Préférence Economie
Département des Sciences Historiques et Sociales
Université Cardinal Stephane Wyszyński à Varsovie

Les effets et l'impact de la crise financière sur le marché financier et de banques polonaises

AVANT-PROPOS

Les économistes conviennent, que déjà dans les années 1990 du XXème siècle ont apparu de grandes perturbations sur les marchés des titres basés sur les crédits hypothécaires (MBS), mais depuis ce temps ont également été formés des instruments de protection contre les fluctuations (variations) des taux d'intérêt. Ainsi on peut dire que, les marchés financiers ne s'attendaient pas à une crise financière similaire d'une des plus grande échelle [Omer, 1999, p. 48–53]. Il est intéressant de souligner le fait qu'au cours de la dernière décennie, il s'est avéré, toutefois, que la protection générale contre le risque de faillite, n'a pas été et toujours n'est pas réaliste car le coût de protection contre l'insolvabilité, ou même la plupart des joueurs (c'est-à-dire les participants du marché) dans un ensemble de prêts, qui repose la MBS serait énorme [Karcz, 2006, p. 46].

Les gestionnaires de fonds également ne s'attendaient pas de prédire comment sont fragiles les fondations du marché des crédits (à travers la distribution de prêts d'argent, le bon marché pour les personnes sans revenus, l'actif et la sécurité de crédits) et ils ont aussi trop exagéré avec le rôle de sécurité, qu'eux-mêmes apportent aux différents types de risques (y compris le risque créditaire). Cet article vise à expliquer l'impact de la crise financière sur l'économie polonaise, ainsi que montre directement la signification des effets de la dite crise sur le fonctionnement des marchés dans les pays développés; mais en Pologne, cependant, leur portée est assez limitée. Il est alors à noter aussi, que ce n'est pas juste avec la surveillance des marchés financiers ambitieux, mais également avec

¹ L'adresse de correspondance: Université Cardinale Stephane Wyszyński à Varsovie, Institut de Socjologie, Faculté des sciences historiques et sociales, Avenue Wóycickiego 1/3, 01-938 Varsovie, bl. 23, e-mail: m.kamba@vp.pl

un point faible pour le développement des services financiers. Par conséquent, les relations entre le secteur financier et la soi-disant « sphère réelle », sont toujours en Pologne beaucoup plus faibles que dans les pays occidentaux. Moins de dettes et le manque d'instruments exposés à un plus grand risque permet d'éviter des pertes considérables tant que l'économie américaine. Une exception n'était pas seulement les fonds agressifs d'investissement, mais c'est plutôt une exception qui confirme ou prouve la règle. Tous les économistes sont d'accord alors, qu'en prenant le risque en particulier sur le marché financier, il faut aussi compter avec la perte. La crise financière mondiale causée principalement par des crédits et prêts hypothécaires accordés par les banques avec un risque élevé de manque de remboursement, souvent les personnes n'ayant pas la solvabilité et surtout n'étant pas à mesure de rembourser c'est-à-dire avec marginales possibilités financières (hypothèques subprimes). Ceux-ci ont été à leur tour massivement vendus sous la forme d'obligations structurées dans le contexte des immobiliers, d'investissements et des fins de spéculation par des institutions financières privées, y comprises les plus grandes banques américaines et européennes [Baldwin, 2009, pp. 21–23]. Il faut savoir, que le niveau de risque de ces obligations était moindre et ceci, parce qu'a duré la dernière augmentation sur le marché de l'immobilier et le crédit principal de note agences question haute évaluation de la sécurité de ces obligations. L'insolvabilité des individus inattendu avec un fort pourcentage de 9,2%, a entraîné à son tour, un manque de liquidités financières dans le marché de crédits et d'instabilités (c.-à-d la menace d'insolvabilité imminente des revendications) de ces institutions.

L'APERÇU HISTORIQUE DE LA CRISE FINANCIÈRE DANS LE MONDE

La crise financière d'abord a concerné seulement les banques américaines d'investissements. Le moment le plus percé, ayant des effets de la crise (c-à-d quand les effets de la crise étaient sensibles), était l'entrée sur le marché des bourses en 1999 du XXème siècle, par la plus grande banque américaine d'investissements – Goldman Sachs. En février 2009, la banque Goldman Sachs a annoncé qu'elle a terminé avec de spéculation, calculée sur la dépréciation de l'or. Elle a reconnu, qu'elle a été à la base de l'affaiblissement de monnaies de la région d'Europe centrale et orientale et a gagné beaucoup plus que ce qu'elle a investi. La dite banque a commencé la chasse-au temps pour maximiser les profits (comme toute société), puisque cela allait dépendre de belles récompenses pour le jury, c'est-à-dire le Conseil d'administration (l'intégrité de l'émission d'actions de la compagnie a chuté à la trappe). On dit que les banques ont donc commencé à effectuer des opérations à hauts risques [Rosati, 2009, pp. 315–351]. Un fait important était aussi la disposition relative au retrait en droit

bancaire américain en 1999 sur l'interdiction de la fusion des deux types d'investissements: services bancaires (risque élevé) et le crédit de dépôt (cette disposition a été adoptée aux États-Unis après le jeudi noir de l'année 1929). Il est à noter qu'en 1998, le Président américain Bill Clinton a insisté sur la possibilité d'étendre les crédits hypothécaires sur les emprunteurs qui avaient moins des revenus c'est-à-dire qui gagnaient moins dans leurs entreprises [Woźniak, 2011, p. 354].

Le rôle de garant de ces crédits ont eu deux sociétés soeurs, Fannie Mae et Freddie Mac. Après l'élection de George W. Bush à la présidence des États-Unis, afin l'idée de relancer l'économie avec une injection de nouveaux prêts (crédits) a été un changement dans la direction de la libéralisation des dispositions relatives à la protection contre des risques excessifs des banques et des compagnies d'assurance [Bielecki, 2010, p. 15]. Pour le nouveaux développement correspondant au système de réserve fédérale (FED) dirigeait à ce moment là par Monsieur Alan Greenspan. En 2001 après le grand développement de l'Internet bancaire, les prix rapidement ont commencé à tomber et ceci d'une façon visible, et qui a fait des soucis concernant la croissance économique. Le système fédéral de réserve (la FED) a décidé de réduire les taux d'intérêt, de sorte qu'en 2002, ils ont atteint le niveau de 2%. Cependant très populaire est devenu la réalisation c'est-à-dire la façon de gagner de l'argent dans un bien immobilier en utilisant le crédit, et le rendement de l'immobilier ont varié de plusieurs à plusieurs dizaines de pourcent. Après deux ans de libération, la politique monétaire de négligence (bouton-poussoir) aux symptômes de surchauffer la situation dans des banques et le système fédéral de réserve (la FED) ont commencé à relever les taux d'intérêt.

Relèvement le taux d'intérêt au niveau de 5% a entraîné une augmentation significative de frais d'intérêts, tout en réduisant l'attractivité de la capitale à investir dans l'immobilier. Alors quand les prix immobiliers ont commencé à tomber peu à peu, les banques qui s'occupaient ou qui se spécialisaient en prêts hypothécaires ont essayé de vendre des biens immobiliers, pour accélérer le processus. Sélectionnez la nécessité que la crise financière a débuté en 2006 révèle une baisse de prix de l'immobilier. Pendant ce temps, au milieu de 2007, les obligations subprimes étaient des titres sans le couvercle. Le sauvetage capital provenait des réserves des différents États membres, entre autres : l'Arabie saoudite, la Koweït, la Corée du Sud, le Japon, la Chine et le Singapour. En échange, pour les émissions de chacune des actions, chaque banque a obtenu de quelques-uns à plusieurs milliards de dollars. Il est à noter qu'on devrait faire attention au fait que ces activités ont apporté une amélioration seulement d'une courte durée.

Dans les mois suivants, les banques ne se sont plus crues c'est-à-dire elles n'avaient plus confiance entr'elles, ainsi donc chaque banque essayait de travailler de telle façon à ne pas prendre en considération les promesses et affirmations des autres banques. Les données financières pour le deuxième trimestre 2008, publiées au mois d'août de la même année, ont révélé pour la quatrième fois

d'affilée, les grandes pertes des plus grandes banques américaines. Le 15 septembre 2008, la quatrième banque d'investissements américaine Lehman Brothers, après une vaine tentative pour demander de l'aide de la banque centrale de l'USA-FED, a été contraint de déclarer faillite. La semaine avant le système «Federal Reserve System» (la FED) a accepté de prendre en charge les deux compagnies d'assurances et les prêts avec des dettes énormes, offrant plusieurs milliards de dollars, Fannie Mae et Freddie Mac. La disparition de ces deux sociétés contreviendrait à l'énorme crise financière dans le monde entier. Pour la même raison que le système de réserve fédérale (FED), en consultation avec le ministère américain du Trésor, a décidé un jour plus tard avec un financement la plus grande compagnie d'assurance dans le monde – AIG, qui aussi tendait vers la faillite. Pour le montant de plus de 85 milliards de dollars. L'hebdomadaire «Financial Times» daté du 19 septembre 2008, a indiqué que lors de la détérioration de la situation financière mondiale, le Trésor américain a pris en consultation avec les mesures de stabilisation du système de réserve fédérale (FED) pour les institutions financières particulièrement endetté, consistant en la création d'un plan visant à retirer toutes les dettes avec légalement établi spécialement à cet effet. Par conséquent, il était attendu pour éviter l'effondrement financier du pays, au détriment de la perte de la liberté du marché, une aggravation de l'inflation et réduire d'avantage la valeur de la monnaie du pays par rapport à l'euro et tout d'un coup augmenter la valeur marchande de l'or. Dans ce cas, en outre, 166 économistes, y compris les trois lauréats du prix Nobel, le 25 septembre 2008, ont exhorté (ont demandé) le Congrès à détenir jusqu'à l'adoption le plan de sauvetage du secteur financier, tant qu'il n'est pas encore exactement examiné plus loin. Ils pensaient que c'est une subvention, « accordée », pour l'industrie financière et peut avoir des conséquences négatives pour le marché à long terme. Le Plan d'achat des créances irrécouvrables implique l'achat d'obligations de prêts hypothécaires avec de ressources d'État. La contradiction à cet égard, déclenche le manque d'aucune responsabilité pour les pertes des banques et des assureurs et de mauvaises décisions. On sait que le Chef Fédéral du Système des Réserves, Monsieur Ben Bernanke a exhorté (a demandé) l'adoption du plan Paulson dès que possible pour aider à surmonter la crise financière.

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE FINANCIÈRE ET LE CAS DE LA POLOGNE

Il est à noter que, la crise financière mentionnée ci-dessus, était jusque là comparée seulement avec les marchés financiers du nord-américains, et dès aujourd'hui sans aucun doute, elle a atteint déjà en Europe [Bielecki, 2010, pp. 12–14]. On pouvait bien se poser la question avant cette menace de la crise de savoir: «Si la dite crise sera menaçante ou mauvaise pour la Pologne et son économie, comme elle est observée dans les pays occidentaux, et s'il faudrait la

craindre?» Certainement il faut tout d'abord noter, que le secteur financier polonais, qui est connu à ce jour, qu'il n'est pas réformé, doit-être sous le contrôle strict et doit être superviser financièrement. Contradictoirement à cette thèse, le Fonds monétaire international (FMI) a confirmé après avoir mener ses études, que la Pologne est un pays très bien organisé et préparé économiquement et financièrement à répondre aux problèmes qui affligent en ce moment les marchés financiers et bancaires [Homa, 2005, p. 96]. Pour tenter de répondre à la question ci-dessus, qui est par ailleurs, la «thèse de cet article» ou on voit exactement, que les banques polonaises pourraient être quelque part menacer par la crise. Nous devons prêter attention à la surveillance très stricte et le contrôle des participants au marché financier en Polgne. Jusqu'à présent, l'exception étaient par exemple les institutions financières comme les caisses de crédit appelées «SKOK», qui aujourd'hui sont considérées comme une institution sûre et de confiance parce que cette institution crée un endroit très sûr d'effectuer et de réaliser tous les plans (buts). En présumant, on peut dire que le système des institutions mutuelles mentionné sous abréviation AVC donne des garanties. Il faut présumer, que le système des institutions mutuelles mentionné AVC donne des garanties, mais dans la pratique on n'a pas encore examiné (étudier) la condition de ces institutions [Chrabonszczewska, 1998, p. 7]. On sait alors, que la caisse intérieure (nationale) qui fonctionne selon les fonctions nationales de surveillance prudentielles sécuritaires est une Association plutôt professionnelle.

Par conséquent, le manque d'une surveillance financière réelle des États membres spécifique, que sur le marché fonctionnent les entités financiers qui défient le contrôle indépendant. La clarté et la transparence et également l'attractivité des offres sont contradictoires dans ce cas. Les prévisions macroéconomiques pour la Pologne pour un certain temps, ont montré le ralentissement de la croissance du PIB dans les deux ans [Bielecki, 2010, p. 15]. Le dit ralentissement, causé de diminutions de la croissance économique de plus de 6,4% est, en fait, un certain nombre de circonstances importantes menant à la poursuite des bonnes perspectives et de bonne fois de demandes intérieures. Une des questions la plus importante, à laquelle tentent de répondre les analystes, hommes politiques et les économistes, est de savoir : «si et dans quelle mesure la crise financière se porte par rapport à l'économie réelle»? En d'autres termes, il faut bien réfléchir sur la situation: «quelles seront les répercussions sur le commerce international, sur les marchés de l'emploi, sur le niveau de la production ou le niveau d'inflation ? La carrière fait maintenant, le terme «récession sans aucune récession» ce qui indique que dans de nombreux domaines de l'économie seront ses symptômes de l'inflation, mais le PIB continuera dans le noir. Quand on observe les indices macroéconomiques de l'économie polonaise et seulement, on peut conclure, que les développement actuel ne pointe pas vers une récession inévitable.

Les américains ont un effort très considérable pour s'échapper du pire car leur économie se maintient bien pour deux raisons [Stradomski, 2010, p. 18]. Le premier est la dépréciation du dollar conduisant à une forte augmentation des exportations de marchandises, ce qui augmente l'industrie de la production et ne réduit pas le niveau du PIB. La deuxième raison est généralement le bon état des principes fondamentaux macroéconomiques, afin que la crise dans l'un, même très important, n'est pas en mesure d'arrêter le reste de l'économie [Kowalski, 1999, p. 41–43]. Quant à la possibilité d'une récession aux Etats-Unis, comme il était déjà dit ci-dessus les années précédentes (voir 2004–2006), rien de telle chose jusqu'à présent n'a été le cas. Le plus fort criaient et promettaient les analystes sur les marchés financiers, qui sont habitués à un retour rapide en situation de négociation. Pendant ce temps, le ralentissement économique évoluait assez lentement et habituellement ont leurs sources pour induire en erreur l'offre et la demande. Pour une caractéristique, on voit que ce sont des sérieux centres pronostiques qui n'indiquent pas un scénario ouvert d'une récession, mais plus souvent on parle ici au ralentissement. Il faut retenir qu'après une légère récession économie mondiale, on a noté (enregistré) une période de forte croissance et des cycles économiques positifs qui ont eu tendance à s'étendre. De plus en plus, il est ainsi dit, sur la nécessité de modifier la définition d'une récession. Toutefois, il est à noter qu'essentiellement sur cette étude plus large d'autres indicateurs que le PIB changeaient par son diagnostic. La carrière fait aussi le terme «récession sans une récession» ce qui indique que, dans de plusieurs (nombreux) domaines de l'économie, semblent être des symptômes de la récession en maintenant un taux de croissance positive du PIB. En analysant (étudiant) la thèse soumise, on peut absolument dire que la Pologne ne menace pas plutôt la situation de l'Islande, des États-Unis, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal ou de l'Italie, que réduire fortement le prix de l'immobilier sur le marché se traduira par une valeur négative de la garantie hypothécaire à l'égard de la dette. Et c'est malgré le fait, que les banques polonaises pour la plupart sont aujourd'hui fortement impliqués dans l'immobilier des crédits (prêts) à long terme.

Par conséquent, une telle demande est justifiée sur la base de l'étude de la situation sur le marché de l'immobilier polonais. Il est à noter que la plupart des maisons aujourd'hui réservées (prêtes) pour l'utilisation a été achetée à l'aide de crédit, mais avec le prix très souvent inférieur à deux fois les réalités actuelles (bien qu'annoncé par certains des recours). Il est en vain de convaincre quiconque que soit, que les changements dans la mise en œuvre de l'investissement fait que relativement les maisons étaient coûteuses achetées en 2007 sur le marché de l'immobilier que les années 2009 et 2010. Cette constatation veut montrer que, jusque là, la solvabilité des acheteurs d'appartements devrait être encore améliorée avec l'augmentation des salaires. Cela signifie que le problème est

réel, mais malheureusement il n'est pas encore maîtrisé. Soit disant en passant, en Pologne prendre la propriété par les procédures appelées «foreclosure» est très difficile. Les dites procédures créent donc une plus grande responsabilité sur les biens personnels pour des dettes. Les clients très souvent oublient à ce sujet, cependant, les banquiers observent toute la situation d'une façon attentive.

La plupart des experts dans ce domaine est d'avis que les effets directs de la crise financière sur les marchés du monde développé ont été plutôt limités. Ceci résulte non seulement une profonde supervision du marché financier polonais, mais aussi un point faible pour le développement des services financiers. Juste on ne permet pas de profiter ou d'utiliser avec de tels produits avancés. Il faut savoir que, les relations entre le secteur financier et appelée la sphère réelle en Pologne sont toujours beaucoup plus faibles que dans la plupart des pays occidentaux, y compris les pays de l'Union européenne [Gawlikowska-Hueckel, Zielińska-Głębocka, 2004, p. 67–69]. En outre, compte tenu du fait qu'en Pologne, les prêts hypothécaires pour le logement sont justement seulement 10 pourcent du produit intérieur brut (PIB), pendant ce temps, la moyenne dans l'Union européenne est de 40 à 50% et 70% aux États-Unis, et de cette constatation, il s'avère que la faiblesse de la Pologne à l'heure actuelle devienne sa force. Moins de dette, le manque d'instruments exposés à un grand risque permet d'éviter autant que possible de pertes dramatiques. Une exception pourrait former le fonds d'investissement agressif, mais c'est plutôt une exception qui prouve la règle [Omer, 1999, p. 8].

En principe, il n'y a pas le moindre doute que conformément aux règles économiques en prenant des risques, on doit toujours compter sur une perte.

LES SERVICES DE DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT DANS LES PAYS CONSIDÉRÉS COMME SOUS-DÉVELOPPÉS

Dans la situation actuelle, la Pologne a une sorte d'avantage sur les pays voisins de l'Ouest. Les services financiers nationaux ne sont pas encore tellement avancés comme dans d'autres pays, en particulier de l'Union européenne. La Pologne n'a pas une telle vaste gamme d'outils et n'utilise pas encore des produits financiers, comme dans des pays voisins occidentaux, pour ne pas mentionner et parler du marché nord-américain. Malgré ce qui précède, les institutions financières polonaises, comme déjà mentionné ci-dessus, essayent d'investir en toute sécurité et maintenir une politique financière raisonnable par rapport aux pays de l'Union européenne ou les États-Unis d'Amérique. L'investissement des fonds communs est un faible pourcentage des investissements polonais et ceci est confirmé par la seule règle que la Pologne peut investir en toute sécurité.

C'est raison pour laquelle plusieurs économistes ou politiciens se calment en disant qu'il est moins probable que la crise financière atteigne la Pologne. Il est également à souligner que, contrairement à plusieurs opinions, il faut quand même dire, que grâce à la dite crise financière mondiale, que le gouvernement s'est finalement mobilisé pour par exemple diminuer les dépenses publiques courantes et d'une façon admissible fonctionner pour le bénéfice du secteur financier et le secteur bancaire, car les effets de la dite crise ne sont pas tellement ressentis sur le marché économique polonais en particulier pour les consommateurs individuels. En outre, on peut certainement observer les préoccupations des banques polonaises, qui ont rendu encore plus stricte la politique de crédit ou de réduire la confiance mutuelle entre les banques. Malgré bien que dans ce pays l'offre des prêts au logement est encore très attractif en comparaison avec d'autres États membres de l'Union européenne. La plupart des experts dans ce domaine est d'avis que la Pologne lentement déjà sort de la crise financière mondiale. Par rapport aux nombreuses faillites spectaculaires qui ont eu lieu dans plusieurs pays européens et non seulement – et en se rendant compte à l'effondrement de nombreux marchés financiers dans d'autres pays occidentaux, le secteur financier polonais se caractérise par sa tranquillité, parce qu'il a son propre rythme de développement, qui d'une façon spéciale ne le dispense pas de toute manière à continuer des travaux sur la situation économique du pays. Les nouveaux intéressés (joueurs) entrent sur le marché des services financiers et les banques sont à la recherche de nouvelles formes d'investissements. Bien qu'actuellement parmi les fortes informations qui circulent comme une tempête dans les médias et parfois exagèrent sur leurs informations. Dans ce cas il faut le dire, que les banques ont tendance à bien faire dans leurs fonctionnements. Depuis un certain temps, on est en train de débattre sur le dépôt d'offerts par les banques, qui offrent aux clients des plus nombreux et meilleurs taux d'intérêt et des conditions plus intéressantes pour les investissements. Les dites banques permettent d'investir leurs excédents et des épargnent finaux appartenants aux clients et avec lesquels elles ont des assurés bénéfiques. Il s'agit ici d'une bonne information communiquée par les banques parce que les clients qui ne sont pas certains de leur situation financière dans une longue durée, sont très heureux d'investir tout excédent dans les banques d'investissement. Ainsi, la société polonaise se caractérise par un faible degré appelé «les amateurs de la banque» et les relations fournissent par les banques de crédits par rapport au produit national brut sont relativement faible, par rapport aux autres pays développés. Il est à noter que le développement du secteur financier peut légèrement ralentir à court terme, à long terme, vous pouvez encore observer la dynamique de développement des institutions financières et les banques nationales.

En outre, il faut dire que si une certaine institution financière polonaise a eu contacte avec des marchés financiers occidentaux, pour cette institution polo-

naise ça peut être une sorte de leçon. Elle permet de prédire et peut-être d'éviter des problèmes similaires par rapport à l'évolution de la situation sur le marché financier polonais, car c'est toujours mieux (et avant tout c'est mieux), d'apprendre sur des erreurs des autres personnes, que des erreurs commises par soi-même. Alors avec ces premières et deuxième thèses il faut tirer des conclusions. Bien que beaucoup d'économistes polonais rassurent que la crise sur le marché financier américain ne s'exécute pas (ou ne détermine pas) le risque de transfert vers le marché polonais, ils peuvent ne pas avoir raison. Dans le marché financier mondial, il n'y a plus des obstacles et même si la situation dangereuse économiquement sera éloignée dans le temps, alors les effets de la lutte contre cette crise, qui seront toujours visibles dans l'avenir, seront aussi visibles en Pologne. Immédiatement après l'annonce de la faillite de la banque américaine d'investissements Lehman Brothers, un bon nombre des économistes polonais les plus éminents discutait très longuement sur la possibilité de transférer et de déclenchement de la crise financière en Pologne.

Tous en accord, ils ont nié de la possibilité de ce qu'ils pensaient, que c'est dû au fait que les institutions financières en Pologne sont des exploitants indépendants qui travaillent à leurs propres risques. Par conséquent, à leur avis, il n'est pas possible de déplacer observées dans les autres marchés financiers étrangers des difficultés financières sur le marché polonais. Malheureusement, les dits économistes ont oublié qu'ils existent des changements dans le système financier, qui ont eu lieu au cours des dernières années, en particulier après l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. A partir de ce moment, le marché polonais est devenu une partie unique du marché européen, y compris aussi les services financiers. Cependant, sont entrées en vigueur les dispositions régissant les règles ce qu'on appelle « une licence unique », qui permettent de prendre une décision d'exploitations par les institutions financières qui sont établies dans d'autres pays de l'Union européenne et ceux qui ne sont pas membres de l'Union européenne en particulier des États comme (Norvège, Suisse, Liechtenstein et Islande). Cela signifie qu'une institution financière ayant une licence délivrée par un État membre ou même pays associé, peut prendre dans tous les États membres appartenant à l'espace économique européenne (EEE), après en avoir informé la surveillance dans le pays sur le territoire duquel s'exécutera son unité. Cette branche n'est pas une institution financière indépendante et individuelle, mais fait partie intégrante de la banque étrangère ou l'assureur est géré par le directeur. Depuis mai 2004 jusqu'à aujourd'hui, les autorités d'autres États membres ont confirmé le contrôle de la surveillance financière polonaise obtenu par la réception de 26 notifications qui informaient de l'intention de prendre par les établissements de crédits qui dépendent sous leur supervision pour le territoire polonais à travers leurs succursales. Ce nombre augmentera parce qu'à côté des nouvelles banques étrangères qui débutaient leur fonctionnement en Po-

logne, beaucoup de banques nationales et en particulier celles les plus petites, se transformaient en filiales succursales. Tout d'abord il n'y avait que Handelsbanken qui depuis 2001 fonctionne en Pologne, comme la succursale de la banque «Banque Svenska Handelsbanken AB S.A.» également utilisait les fonds de la succursale, qui sont le plus souvent moins cher que les fonds nationaux à la suite des augmentations. Par conséquent, il est prévu que, dans le secteur bancaire polonais vont dominer à l'avenir principalement de succursales et les banques nationales seront plutôt une exception. Il est vrai que la crise actuelle peut changer, car les succursales sont parmi les activités les plus risquées pour les deux sièges à la fois de l'État membre c'est-à-dire le centrale où ils sont aujourd'hui.

Toutefois, en ce qui concerne le nombre de succursales de sociétés d'assurances étrangères en Pologne, on peut dire qu'il en a beaucoup plus moins que dans le secteur bancaire. En juin 2008 fonctionnaient sur toute l'étendue du pays seulement deux succursales des entreprises d'assurance pour la vie et onze succursales des sociétés économiques. Il est intéressant de souligner que parmi les sociétés économiques fonctionne également en Pologne une succursale (filiale) américaine dans le secteur administratif AIG, qui fait toutefois, partie intégrante de la société (l'entreprise) d'assurance AIG section Europe avec la base à Paris en France. Dans ce cas, la séparation et l'indépendance de l'entreprise d'assurance AIG de l'assiste de la société américaine d'AIG mère, qui a été récemment sauvée par le gouvernement des États-Unis, l'a protégé contre les effets de la crise, mais ceci ne veut pas dire que cela n'affectera pas ses opérations à l'avenir. En outre les activités des filiales succursales montrent qu'ils existent aujourd'hui des innombrables services financiers achetés par les polonais par l'intermédiaire de diverses entités, qui très souvent offrent des produits en provenance des entités non enregistrés en Pologne. Le produit le plus populaire ici sont les unités de fonds d'investissement, qui sont gérés par une société enregistrée au Luxembourg. Un autre bon exemple sont les fonds d'investissement national dans des populations étrangères et les fonds communs de placement. Dans un proche avenir les turbulences sur les marchés devraient influencer sur la performance des fonds d'investissement et en particulier les devises nationales.

Par conséquent, parler de manque de menaces causées de la crise financière par certains économistes polonais ne trouve pas une affirmation en réalité. Pendant de nombreuses années, le système financier global est un plat connecté, même si les effets de l'actuelle crise peuvent être aujourd'hui éloigner dans le temps et encore peuvent être vraiment toujours non perceptible en Pologne. Un des effets les plus graves de l'actuelle crise pour l'économie peuvent être principalement les ennuis financiers des banques étrangères, qui opèrent en Pologne par une succursale. Depuis plusieurs années la menace mentionnée ci-

dessus était un sujet de nombreux débats pour les plus grands économistes du monde, qui depuis longtemps avertissaient qu'en Europe, cette forme de fonctionner peut provoquer très facilement le transfert la crise d'un pays à l'autre. Il est à noter que ça favorise le manque de la surveillance commune sur le système financier, au niveau (à l'échelle européenne) qui neutraliserait la crise potentielle de fusions-acquisitions internationales. Aujourd'hui, conformément au principe d'une seule licence succursale étrangère est soumise au contrôle dans cet État où se trouve le siège social. Cela signifie que seulement dans un petit degré sont contrôlées les succursales de banques étrangères en Pologne, et la commission de supervision financière (CSF) a une connaissance limitée de ce qui se passe dans des banques étrangères. Les clients peuvent également avoir des problèmes pour vérifier la l'honnêteté et la fiabilité des entités, ce qui peut témoigner le fait que les seuls accessibles rapports financiers de la banque française «Banque Sygma SA» fonctionne en Pologne par une filiale depuis 2006. En cas de difficultés, une telle banque étrangère sera responsable de la supervision des procédures de réorganisation ou liquidation de la banque et de ses filiales, y compris en Pologne. Donc on peut ici observer facilement les conflits entre les autorités de contrôle dans des différents pays membres de l'Union européenne. Cela est dû au fait que les conséquences de la crise financière peuvent être vu différemment dans le pays où le siège central de la banque est situé et même différemment dans un pays où la succursale est située. En outre, dans le cas d'essayer de sauver la banque étrangère par le gouvernement, ce que nous devrions observer dans les États-Unis, le Royaume-Uni et le Danemark, puis il est nécessaire d'utiliser l'argent des contribuables pour sauver une succursale dans un autre pays membre. Nous pouvons nous imaginer les difficultés de nombreux gouvernements pour expliquer à ses électeurs pourquoi leurs fonds sont utilisés pour le sauvetage des institutions financières, y compris, par exemple, la succursale en Pologne. On sait qu'il sera alors difficile, qu'une grande partie des pays européens menace le risque de récession maintenant, ce qui signifie que s'élèvent les tensions sociales. Mentionnés ci-dessus des problèmes concernent non seulement le contrôle du système financier, mais aussi la sécurité des dépôts dans les succursales de banques étrangères. Conformément à la directive européenne, tous les dépôts dans des institutions de crédits sont assurés jusqu'à un montant de 22.500 euros par les institutions nationales, qui, en Pologne, c'est le Fonds de garantie bancaire (FGB).

Dans le cas des succursales de banques étrangères, les dépôts sont assurés dans un équivalent étranger de fonds de garantie bancaire (FGB) polonais. Par conséquent, en cas de la faillite les dépositaires polonais doivent faire valoir leurs revendications à l'étranger. Déjà dans le passé, cette situation des fonds étaient craquements entre les pays membres et, en particulier, dans le cas de la conversion d'une succursale de la banque nationale. Ensuite, les assureurs étran-

gers exigeaient à transférer des fonds versés à l'avance par la banque nationale comme une cotisation d'assurance. Jusqu'à présent, heureusement, il n'y n'avait aucun besoin d'utiliser de l'argent des assureurs, mais face à la crise, la situation peut changer et il est difficile de prévoir aujourd'hui comment se comporteront les superviseurs étrangers et quels problèmes seront placés à la suite de ces changements en Pologne, si les gardiens pour faillite auraient été une succursale étrangère. Pour cette raison aussi, jusqu'à 2004, à la banque nationale polonaise (BNP) ne donnait pas des autorisations pour le fonctionnement des succursales à part les deux exceptions à la première transformation, jusqu'à l'intégration de la Pologne avec l'Union européenne. Maintenant, il n'est pas possible d'introduire déjà toutes les restrictions dans ce domaine et selon les données de la commission de supervision financière (CSF) actuellement en Pologne fonctionnent 23 filiales (succursales) de banques étrangères. Leur participation dès lors était de 5,4% dans les actifs du secteur bancaire polonais à la fin de juin 2008, ce n'est pas beaucoup, mais assez pour causer un effet de domino dans l'économie et le secteur bancaire polonais. En particulier, il est à noter que certains d'entr'eux a fortement augmenté dans le même temps le degré de ses activités et a aussi augmenté leur influence sur l'économie [Wawelska, 2008, p. 48–51]. Pour les grandes succursales (filiales) par rapport au degré de grandeurs des banques étrangères on peut en particulier citer une succursale de la banque grecque EFG Eurobank Ergasias SA, qui est connue en Pologne, principalement sous la marque Polbank. Cette banque se spécialise dans le service des consommateurs et des petites et moyennes entreprises, dont les activités de crédit doivent gagner ou recueillir des fonds au marché monétaire, parce que son activité détalique est moins développée. Selon le rapport financier de cette banque (EFG), la différence entre leurs dépôts détenus et les crédits accordés s'est élevé à plus de 10 milliards d'euros en juin 2008 [Gawlikowska-Hueckel, Zielińska-Głębocka, 2004, p. 94–96]. Heureusement, la dite banque ne semble pas être menacer de la faillite ou ne semble pas être en voie de disparition et en juin de l'année, elle a généré un bénéfice semestriel de 448 millions d'euros [Zabielski, 2008, p. 71–74]. Malheureusement, on ne peut pas dire que toutes les banques centrales étrangères (mères) avec des succursales (filiales) en Pologne peuvent donner des résultats positifs pour le premier semestre de 2008. Dans le sillage de la crise financière, les pertes au premier semestre avaient été entre autres : la banque française Calyon et danoise Nykredit Realkredit. Presque toutes les banques étrangères ont également noté une baisse significative des bénéfices, et à la fin de l'année la plus grande partie d'entre'elles pourrait aussi constater les pertes, parce qu'ils avaient des positions ouvertes c'est-à-dire directement coopéraient aux États-Unis avec la banque d'investissements Lehman Brothers a récemment chuté comme une des premières. Par conséquent, on pouvait conclure, que la crise financière était présente également en Pologne.

Cela signifie que dans les banques européennes il existe un fort risque interne d'effets domino qui peut fonctionner d'une façon déstabilisante sur le système financier européen. La risque domino interne était également une raison de l'ouverture des autres filiales (succursales) principalement dans les pays à une situation économique très stable. L'importance vitale est le fait que, dans le cas de difficultés l'administration centrale ne peut pas pour raison de sauver sa banque native vendre ou même permettre à la faillite de sa succursale plutôt que de la filiale de la banque nationale dans un autre pays. Dans le cas des problèmes certains grands groupes bancaires européens ne peuvent également pas compter sur l'aide du pays. Cela est dû au fait qu'elles sont grandes, et que le gouvernement du pays peut réussir à leur sauver aujourd'hui. La situation concerne d'une façon particulière les grandes banques localisée dans des petits pays membres comme: l'Autriche, la Belgique, le Pays-Bas, la Suède, le Luxembourg et la Suisse. Dans ces pays, on observe que l'actif de certaines des banques nationales est maintenant un peu moins que le produit intérieur brut (PIB) de ces pays. C'est pourquoi, certaines banques sont maintenant définis comme «*trop gros pour avoir été sauvé*» en revanche à l'antérieure a utilisé le terme «trop grand pour faire faillite», qui était pour eux une garantie d'assistance du gouvernement. Encore une fois, la menace actuelle met en évidence la faiblesse de l'Union européenne dans le cadre de la réglementation et pour un système financier unique. Le manque de supervision conjointe du système financier et le système d'assurance-dépôts constitue une base solide dans l'Union européenne. L'existence de cet état de choses est dû à l'ambition de tous les pays membres à maintenir le contrôle des systèmes financiers, qui sont considérées comme le cœur de toute économie nationale. En Pologne, les problèmes causés par la crise financière pouvaient s'aggraver à la suite des réformes et la mise en place de la surveillance intégrée du système financier en 2008. Dès le début la constatation mentionnée ci-dessus a été une erreur et malheureusement également une chose rare dans le monde, dans lequel la surveillance financière intégrée est détachée de la structure de la banque centrale. Distraire, il peut être aujourd'hui une difficulté majeure lorsqu'on doit accéder rapidement aux ressources financières, afin de sauver peut-être l'une des banques défailante en Pologne. Si on prend en considération le fait, que le gouvernement peut aussi facilement entrer en conflits avec la banque nationale polonaise (BNP), ceci avait eu lieu déjà dans le passé, cependant la crise en Pologne d'une façon inattendue s'était intensifiée. Il est à noter que, la mondialisation des marchés financiers, provoque une augmentation dans le rôle de prêts étrangers pour le financement de l'activité économique et l'internationalisation croissante des portefeuilles d'investissement de grandes entités. Le tableau ci-dessous présente les succursales de banques étrangères opérant en Pologne en raison de ses résultats à la fin de 2008 [Wawelska, 2008, p. 108–112].

Le tableau 1. Succursales de banques étrangères et leurs résultats à la fin de juin 2008

Nom de la succursale de la Banque en Pologne	Siège social ²	Pays d'origine	Entraîner des millions d'euros ³
Banco Mais la branche en Pologne	Banco Mais SA	Portugal	30,00
Banque PSA Finance-Banque branche en Pologne	Banque PSA finance SA	France	204,00
BNP PARIBAS-succursale de banque en Pologne	BNP PARIBAS Banque	France	3,73
LA Caixa-branche en Pologne	Caja de Ahorros y Pensiones de Barcelona	Espagne	663,00
Calyon-agence bancaire en Pologne	Calyon S.A	France	-1,24
Danske Bank-branche en Pologne	Danske Bank A/S	Allemagne	779,00
Dresdner Bank - Branch in Poland	Dresdner Banque AG	Danmark	-998,00
EFG Eurobank Ergasias succursale en Pologne	EFG Eurobank Ergasias S.A.	Grèce	448,00
Jyske Banque-branche en Pologne	Jyske Banque A/S	Danmark	105,00
Nykredit Realkredit succursale en Pologne	Nykredit Realkredit A/S	Danmark	-77,00
Skandinaviska Enskilda Banken-branche en Pologne	Skandinaviska Enskilda Banken AB	Suède	491,00
Société Générale - Succursale en Pologne	Société Générale SA	France	1,74
Svenska Handelsbanken - Succursale en Pologne	Svenska Handelsbanken AB		266,00
Syigma Banque - Succursale en Pologne	<i>Syigma Banque SA</i>	France	-15,00

Source: calculs propres basés sur les données de la Banque nationale de Pologne ainsi que les résultats de la fin de 2008.

Beaucoup d'économistes croient que ces dernières années, les institutions financières nationales et internationales ont élargi la gamme (la liste) de produits bancaires et services financiers, des produits innovants dans le domaine du placement, financement des entreprises et de la consommation et de la gestion des risques financiers [Sławiński, 2010, p. 51–53]. Ces processus entraînent le rétrécissement de la différence entre le système financier axé sur les banques (continental) et un système basé sur le marché des capitaux (anglo-saxonne). Le démenageur des changements structurels sur les marchés financiers a été la libéra-

² Finale 2007.

³ Finale 2005.

lisation et la dérégulation de ces marchés et les progrès dans les technologies de l'informatique et des télécommunications. La valeur des actifs financiers dans le monde entier (des actifs bancaires, obligations et actions) est passée de 106 milliards de dollars en 2002 à 194 billions en 2006 par rapport au PIB global a atteint 400 pour cent (75 points de pourcentage plus qu'en 2002). Par conséquent, au cours de cette période, les mêmes actifs de la banque dans le monde a presque doublé pour atteindre un niveau de 75 milliards de dollars. Sélectionnez la nécessité que le phénomène de la mondialisation des marchés financiers par le fait que transfrontalier dettes et créances relatives aux 145 pays sur tous les continents en 2004 étaient en relation globale pourcent du PIB 280., tandis que dix ans plus tôt que de 130 pourcent.

Il est à signaler qu'un trait caractéristique des marchés financiers dans les pays développés est intensifié de titrisation de créances commerciales, accordée des prêts de la banque, alors que dans les pays transformer leur économie (nouveau marché) rapidement augmente le volume des prêts bancaires classiques. En conséquence, les marchés financiers sont développés beaucoup plus rapidement que la production mondiale de biens et de services. Il faut ajouter par exemple, qu' au Japon, en même temps, la participation de l'action nationale dans les sociétés de portefeuille, une participation des investisseurs est passée de 92 à 86 pourcent (%) et dans la zone euro de 69 à 35 pourcent (%). Les experts conviennent qu'il est indispensable d'un changement important dans la qualité des marchés financiers ces dernières années, d'abord, il a été un développement dynamique des produits et des techniques de titrisation jusqu'à présent peu réaliser les actifs liquides et vente de crédit risque d'autres investisseurs. C'est la raison pour laquelle, à cet égard, les outils mis en avant sur les dérivés de comptoir, entre autres choses, telles que: -dérivés, dérivés de change et dérivés-crédit. Le volume des transactions parce que ces instruments sur les marchés financiers des pays membres du groupe du G10 en 1998–2007 a augmenté de presque huit fois et a atteint une valeur de 525 milliards de dollars. Il faut savoir que pour exploser au milieu de 2007, la crise financière dans le marché hypothécaire américain a augmenté à un rythme rapide, couvrant le segment de marché de transfert de risque crédit. les produits structurés, adossés à des valeurs mobilières (ABS), surtout les obligations garanties par les dettes au titre de prêts bancaires (obligations négociables). Ce Segment en Europe et aux États-Unis en 2007 a atteint une valeur de 2,6 billions de dollars, contre 0,5 billions de dollars en 2000.

Il faut retenir, que l'avantage des produits structurés, c'est qu'ils permettent aux investisseurs une plus grande diversification du portefeuille d'investissement et les banques offrent des possibilités supplémentaires de refinancement de crédit et permettent de surmonter les limitations découlant de la solvabilité ou la concentration des prêts. Dans le même temps, les perturbations récentes sur les marchés financiers internationaux ont révélé les dangers associés à l'utilisation de ces produits, ils sont nommés : moins transparents, difficile d'estimer et de

déterminent de nouveaux types de risques. La réaction du gouvernement américain et, en particulier, le département du Trésor public et le Système Fédéral des Reserves (la FED) s'est engagée à: parce qu'il faut «se serrent ensemble» d'argent dans l'économie. Les observateurs des marchés financiers sont demandent encore si l'actuelle récession américaine durera un an seulement, ou peut-être l'économie revient lentement en 2010-comme s'ils doivent faire face à une grave crise et la récession. Dans une telle situation, la puissance de l'économie et le secteur bancaire dans l'argent semble courte perspective claire. Bien sûr, la tête de la Federal Reserve System (la FED) est consciente des dangers de la traversée de la sécurité à la frontière de la masse monétaire à l'économie, mais il croit aussi que la lutte contre la menace de la crise est la plus importante et le système fédéral de réserve américaine (la FED), «parviennent à se mettre dans le temps avec le tigre de l'inflation». Parmi les célèbres économistes et financiers aux États-Unis (comme p. Schiff, N. M. Roubini, Hutchinson, j. Rogers et autres), il y a une discussion en cours, encore complètement inconnu en Pologne, où les questions suivantes sont posées:

1. quel sera l'effet à long terme – et le coût – la création d'argent exponentielle pour la valeur du dollar aux Etats-Unis et dans le monde, en compte du fait que même la plus grande économie du monde ne peut pas indéfiniment augmenter la dette?
2. la vraie question, qui est sur le terrain, il n'y a pas de crise à l'effondrement de la gouvernance financière internationale, basée sur la dollar-la monnaie du papier, et la crise du secteur bancaire, mais il dévoile?

CONCLUSIONS FINALES

La crise financière qui a débuté pendant été 2007 sur le marché des prêts hypothécaires subprime américain, est devenue la plus grave crise dans le monde depuis la plus grande dépression des années 30. du siècle dernier. Des turbulences et effets successives de cette crise ont été sur presque tous les marchés financiers du monde et ont eu des conséquences sensibles en Pologne. Dans une analyse et étude d'une tentative de montrer les circonstances à la fois locales et globales, qui signifiait que l'impact des troubles liés à la crise financière mondiale sur le marché financier intérieur était aussi forte que seulement dans les marchés développés. Il semble que l'un des principaux facteurs qui pouvait contribuer à cela, avait une perception négative par des investisseurs étrangers sur des actifs financiers dans les pays en développement.

Les investisseurs étrangers réagissaient et réagissent encore fortement aux signes négatifs de marché, réduit la présence principalement dans les pays émergents, malgré le fait que ces pays n'avaient pas d'exposition directe au marché américain des hypothèques subprime. L'augmentation forte d'aversion au risque

des investisseurs étrangers, au risque de solvabilité et de liquidité d'urgence a été accompagnée en donnant la préférence aux actifs avec la solvabilité de liquidité et des crédits plus élevés (vol à la liquidité, fuite vers la qualité). Cela a causé, entre autres les choses non attendues, qu'ils vendaient le bons du Trésor polonais, qui a été relativement une forte liquidité du marché par rapport aux autres marchés dans la région. Dans le même temps, il était souligné que relativement en bon état et bonne condition de l'économie polonaise ne justifiait pas une telle réaction forte. La réduction de haut en bas des limites de crédits d'investissements, imposée par les opérateurs dominants de filiales de marchés étrangers développés opérant sur le marché polonais, a largement contribué à limiter leur activité d'investissement en Pologne. En comparaison avec les pays développés et les autres pays de la région, la réaction du secteur réel de l'économie polonaise sur les effets de la crise financière peut être évaluée comme étant « non violents». Car ces effets ont contribué à une proportion importante de marché intérieur, une structure d'exportation relativement diversifiée, ainsi que la dépendance des opérateurs relativement petites sources extérieures de financement. Il semble également qu'ils ont joué un rôle important pour réduire les effets négatifs de la crise une stabilisation des mesures prises par les pouvoirs publics dans le monde. Beaucoup d'experts, cependant, indiquent que, malgré le calme observé et le retour de la pré-crise, les conditions-totales du retour à la situation qui a eu lieu avant la crise progressive, peuvent exiger beaucoup de temps. Un problème général de la réforme de la gouvernance économique dans l'Union européenne réside dans le fait qu'elle n'avait jusqu'à présent pas un caractère hétérogène de casse-tête et des décisions prises au sein de son cadre, en particulier provisoire. Les modifications s'appliquent uniquement à certains de ses éléments et sont causées par les développements actuels. Dans quelle mesure on peut réformer le système de gouvernance économique et comment vous pouvez avoir besoin d'améliorer? Les réformes et changements mis en œuvre sont utiles mais pas d'une façon suffisante. Certainement on ne peut pas attendre à des dirigeants de l'UE que lorsque la situation au sein de l'Union européenne va s'aggraver (voir le cas de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie etc...), alors les autorités vont sauver la situation en donnant des grosses sommes d'argent. La crise est l'occasion, toutefois, à élaborer un plan détaillé pour l'achèvement du projet EMU, une fois que le feu est éteint c'est-à-dire la zone euro est en difficulté financière et économique. Une vision commune exige une volonté politique et aussi économique pour améliorer une condition de vie des habitants parmi les leaders de l'Union européenne qui actuellement manque. Les représentants des banques centrales souvent insistent sur l'importance de l'incertitude de la situation.

L'avenir au sein de l'Union européenne est une grande inconnue. Actuellement nous vivons dans un monde instable car rien n'est certain lorsqu'il s'agit de notre vie et notre destin. Nous vivons dans un monde instable et nous sommes déjà habitués du fait que rien n'est certain, lorsqu'il s'agit de notre vie et notre

destin. Toutefois, le manque de clarté, de nos objectifs et les buts de notre vie devient quelque chose d'étrange. Une fois l'Union européenne fonctionnait selon un calendrier des échéances et des objectifs. Malheureusement, les dirigeants de l'UE d'aujourd'hui ne sont pas à mesure de répondre clairement à une question simple : où est l'Union européenne? Est-ce que ce n'est pas la dernière question de l'intégration européenne. En d'autres termes: le projet EMU ne termine pas que dans la troisième décennie de ce siècle?

LITTÉRATURE

- Baldwin R., 2006, *Le grand commerce d'effondrement: Qu'est-ce qui l'a causé et qu'est-ce que cela signifie?* L'effondrement du grand commerce: Les causes, conséquences et perspectives, CEPR.
- Baldwin R., 2009, *La banque pour International Konakia traditionnel*, 79e rapport annuel, 1 avril 2008-31 mars 2009, Basel.
- Berger H., Hajes T., 2009, *Ne la liquidité globale des éléments pour la politique monétaire dans la zone euro?»*, IMF travail papier, 09/17. - *Ne la liquidité globale des éléments pour la politique monétaire dans la zone euro?»*, IMF travail papier, 09/17.
- Bielecki J.K., 2010, *La banque et gestion financière*, Poltext, Varsovie.
- Brigham E.F., Gapenski L.C., 2000, *Gestion financière*, Edition, PWE, Varsovie.
- Brunnermeier M.K., 2009, *Déchiffrage des liquidités et resserrement du crédit*, 2007-2008, le Journal of Economic Perspectives, 23.
- Büschgen H., 1997, *L'entreprise bancaire*, t. 2, Edition Poltext, Varsovie.
- Caballero R.J., 2010, *L'«autre» déséquilibre et la crise financière*, Maison d'édition NBER 15636, janvier.
- Caballero R.J. Krishnamurthy A., 2008, *Gestion des risques collectifs dans un vol à l'épisode de qualité*, «Journal of Finance», 58 (4).
- Calvo G., Mendoza E.G., 2000, *L'aspect rationnel et la mondialisation (globalisation) des marchés de valeurs mobilières*, «Journal International d'économie», 51 (1).
- Chrabonszczewska E., 2009, *L'euro et les marchés financiers*, la Banque et crédit No 12 du 1998; *La Financialisation des services autorisés* (2009), l'examen de Turner. Une réponse à la crise bancaire mondiale, mars, par la réglementation du [http://_www.fsa.gov.uk](http://www.fsa.gov.uk).
- Fitch Ratings, 2010, *EMEA and ASIA – Le trésor du Pacifique, Les assurances contrôlées*, 2010 février.
- Gawlikowska-Hueckel K., Zielińska-Głębocka A., 2004, *Intégration européenne*, C.H. Beck, Varsovie.
- Goodhart Ch., 2009, *La crise financière et l'avenir du système financier*, 100e BRE Bank-affaire séminaire, Varsovie.
- Gourinchas P.-O., 2010, *La politique monétaire américaine*, « Déséquilibres » et la crise financière, les remarques préparées sur la crise financière enquête Commission Forum, Washington d.c., 26-27 février. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/7658277.stm>
- <http://www.bis.org>
- <http://www.ecb.int>

- http://www.ecb.int/mopo/implement/omo/html/top_history.en.html
- <http://www.ecb.int/press/pr/date/2007/html/pr071212.en.html>
- <http://www.mf.gov.pl>
- <http://www.nbp.pl>
- <http://www.newyorkfed.org/markets/omo/dmm/historical/tomo/temp.cfm>
- Homa M., 2005, *La genèse du système, d'école d'économie de Varsovie*, Bretton Woods.
- Jajuga K., Jajuga T., 1997, *Investissements*, Edition, PWN, Varsovie.
- Kamba-Kibatshi M., 2013, *La réforme du secteur public dans le contexte de l'intégration de la Pologne avec la zone euro dans la crise mondiale*, Varsovie.
- Kamba-Kibatshi M., 2006, *Le processus de réforme et d'adaptation du secteur polonais des finances publiques aux normes de l'Union européenne*, Poznan.
- Karcz Z., 2006, *La dette extérieure polonaise : le jeu de milliards : quand l'euro?*, conseils et Information Centre Difin, Varsovie.
- Kowalski J., 1999, *Les activités de la Banque mondiale et le Fonds monétaire International: l'aspect moral*, Varsovie.
- Kwaśniewska-Niedbała K., 2005, *Les activités du Fonds monétaire international à la lumière des crises monétaires internationales*, école d'économie de Varsovie.
- Leśniewski B., Zachurski T., 2000, *Économie mondiale*, Le magazine Wprost, 12.
- McCaughey R., McGuire P., 2009, *Appréciation du dollar en 2008: refuge, carry trades, pénurie de dollars et overhedging*, BIS Quarterly Review, décembre, Basel.
- Omer M.A., 1999, *Le FMI [Fonds monétaire International] et l'inflation dans les pays en développement*, «Economics and International Economic Relations», 5.
- Patev P., Kanaryan N., Lyroudi K., 2006, *Les crises boursières et diversification du portefeuille en Europe centrale et orientale*, gestion Finance, 32 (5).
- Ranaldo A., Soderling P., 2008, *Monnaies refugées*, CEPR Discussion Paper, 7249.
- Rosati D., 2009, *La cause et le mécanisme de la crise financière aux États-Unis*, l'économiste, 3.
- Rubaszek M., 2006, *Les déséquilibres mondiaux: causes et solutions possibles*, Banque et crédit, 37 (7).
- Sławiński A., 2007, *Les causes et conséquences de la crise sur le marché des titres émis par les fonds de titrisation*, Le Centre de conseils et d'informations, Difin, Varsovie.
- Sławiński A., 2010, *L'impact de la crise mondiale sur central banking*, l'économiste, 2.
- Stradomski M., 2010, *Le financement pour les entreprises familiales étrangères sur le marché un imparfait*, Édition du produit consommateur d'énergie, Varsovie.
- Walewska D., 1997, *Si l'argent d'une banque de dernier ne recours juste pour d'autres clients*, Rzeczpospolita magazine, 302.
- Wawelska D., 2008, *Une autre crise, un autre Shandong*, Rzeczpospolita magazine 87.
- Woźniak M.G., 2011, *L'économie polonaise dans les années 1990-2011. Transformation. Modernisation. La route à la cohésion économique et sociale. Volume 1: Transformation*, PWN, Varsovie.
- Woźniak M.G., 2012, *L'économie polonaise dans les années 1990-2011. Transformation. Modernisation. La route à la cohésion économique et sociale, Volume 2: modernisation, des éditeurs scientifiques*, Maison d'édition PWN, Varsovie.
- Zabielski K., 2008, *La finance internationale, la publication*, Maison d'édition PWN, Varsovie.

Résumé

Depuis le début de l'éclatement de la crise financière, il a été remarqué que, presque toutes les agences filiales des banques étrangères fonctionnant en Pologne étaient et jusque là sont encore stables et en bonnes conditions économiques que leurs propres centrales qui sont en difficultés financières et économiques. Pour cela il est à noter que cette situation a été rendu possible grâce à la haute efficacité financière et, avant tout le développement et l'expansion du secteur bancaire en Pologne. La plupart des économistes croient que la crise financière ne met pas en danger et ne menace pas directement l'économie polonaise, au moins dans les prochains mois. Récemment, une discussion sur les effets et l'impact de la crise mondiale pour le secteur financier en Pologne a été renforcée. Aujourd'hui le secteur financier polonais dans toute la région est considéré comme le plus résistant par rapport à toutes ces turbulances financières et économiques surtout quand on observe la situation économiques non stable dans des pays voisins à la Pologne. Donc même s'il y a des actifs douteux, c'est-à-dire leurs effets sur le marché seraient négligeables. En outre, la société polonaise n'est pas tellement riche et n'est pas habituée à vivre à crédit, pour être excessivement endetter. Le facteur le plus important, cependant, s'est avéré être une supervision de la bonne qualité des banques, qui, malgré la domination du capital étranger dans la propriété des biens sont soumises à des réglementations nationales. Les prévisions macroéconomiques pour la Pologne pour un certain temps, ont montré du ralentissement de la croissance du PIB. Pendant la période de deux ans le ralentissement qui n'était pas signifiant se fondait sur la diminution de la croissance économique de plus de 6,4% et était une cause importante pour mener à la poursuite des bonnes perspectives de demande intérieure, consommation et investissement, toujours solide croissance des exportations et les avantages de la présence dans l'Union européenne.

Mots-clés: Finance, crise, crédit, banque, marché de l'immobilier, la réforme des finances publiques

Skutki kryzysu finansowego dla polskich banków i rynku finansowego

Streszczenie

Od początku wybuchu kryzysu finansowego często mówiono, że w polskim sektorze finansowym, można było zauważyć bardzo dobrą kondycję finansową polskich oddziałów zagranicznych instytucji, w przeciwieństwie do ich central. Większość ekonomistów uważa, że kryzys finansowy nie zagrażał i nadal nie zagraża bezpośrednio polskiej gospodarce, przynajmniej nie w najbliższych miesiącach. Ostatnio dyskusja o skutkach światowego kryzysu dla polskiego sektora finansowego uległa zaostrzeniu. Zaogniła się również walka konkurencyjna na rynku usług finansowych. Polski sektor finansowy jest uważany za znaczący, by mógł z powodzeniem uczestniczyć w globalnej grze. Stąd jeżeli pojawią się nawet wątpliwe aktywa, to ich wpływ na rynek będzie znikomy. Ponadto polskie społeczeństwo nie jest ani na tyle zamożne, ani przyzwyczajone do życia na kredyt, by nadmiernie się zadłużać. Najistotniejszym czynnikiem okazała się jednak dobra jakość nadzoru nad bankami, które mimo dominacji zagranicznego kapitału we własności aktywów podlegają krajowym regulacjom. Prognozy makroekonomiczne dla Polski od dłuższego czasu pokazywały spowolnienie wzrostu PKB w okresie dwóch lat. Spowolnienie to ma polegać na obniżeniu się tempa wzrostu gospodarki z ponad 6 do ok. 4 proc. Jest bowiem kilka ważnych okoliczności prowadzących do utrzymywania się dobrej koniunktury – dobre perspektywy popytu krajowego, zarówno po stronie spożycia, jak i inwestycji, nadal solidny wzrost eksportu oraz korzyści z obecności w UE.

Słowa kluczowe: rynek finansowy, światowy kryzys finansowy, Polska, reforma finansów publicznych

The Effects and Impact of the Financial Crisis on Polish Banks and Financial Market

Summary

Since the beginning of the outbreak of the financial crisis, it was often said that in the financial sector, we could see a very good financial health of Polish foreign affiliates, as opposed to their headquarters. This was made possible thanks to the high financial effectiveness and, above all, expanding their market scope. Most economists believe that the financial crisis does not endanger nor continues to threaten directly the Polish economy, at least in the coming months. Recently, a discussion of the effects of the global crisis for Poland's financial sector has been tightened up. Polish financial sector is considered to be significant, and is able to participate in the global game. Hence, if there are even questionable assets, their effect on the market would be negligible. In addition, Polish society is not so wealthy nor accustomed to live on credit, to be excessively indebted. The most important factor, however, turned out to be a good quality supervision of banks, which, despite the domination of foreign capital in the ownership of assets, are subject to national regulations. Macroeconomic forecasts for Polish for quite some time, showed slowing GDP growth in the period of two years slowing down it has to rely on diminishing economic growth of from 6 to 4%. There is a number of important reasons for to the continuation of the good times - good prospects for domestic demand, both in terms of consumption and investment, still durable export growth and the benefits of the EU membership.

Keywords: finance, crisis, credit, real estate market, reform public finance

JEL: G210, G100